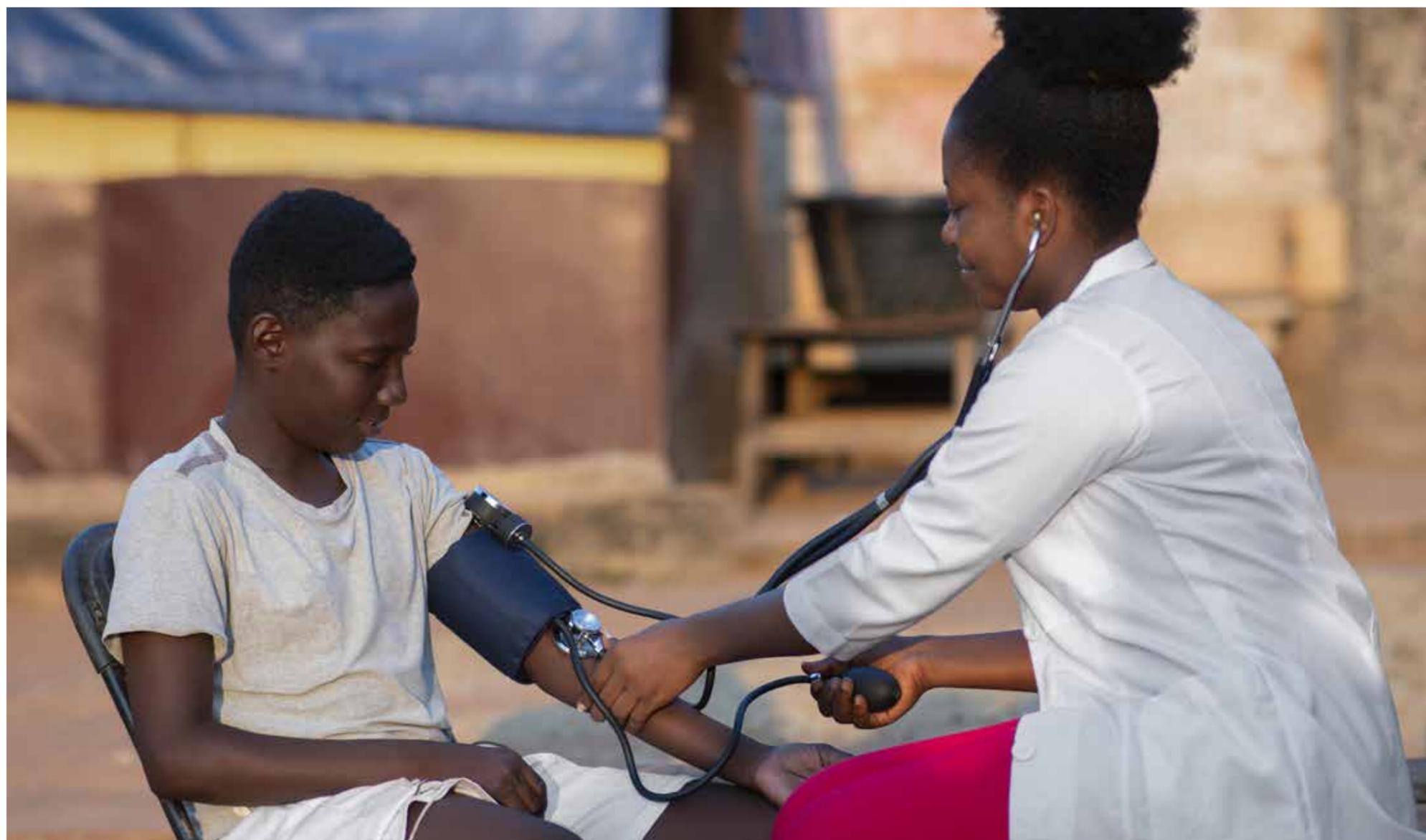


Santé (page 3)

Pour un traitement équitable du personnel



Les personnels soignants sont traités comme des employés ordinaires, sans tenir compte des spécificités de leurs conditions de travail.

SPORT



Coupe du Président

Flambeau du Centre s'est offert la Coupe du Président ... (page 4)

AGRICULTURE



BAD

Une enveloppe de 152 millions USD pour moderniser l'agriculture (page 4)

COMMERCE



Bière de banane

Nyeshenza, bastion de la bière de banane «urugombo» au Burundi (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Paradoxe dans le secteur de la santé : prime à l'injustice ?



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint

manifeste un malaise croissant. En cause : une prime de stabilisation instaurée en janvier 2025, réservée exclusivement aux médecins, allant de 1 à 2 millions de FBu par mois. Ce geste, censé freiner l'exode médical vers l'étranger, a été perçu par beaucoup comme une mesure de favoritisme injuste, creusant davantage les inégalités au sein du système de santé.

Les infirmiers, techniciens et autres acteurs de la chaîne sanitaire dénoncent une forme de discrimination. A juste titre car, soigner n'est pas un acte isolé, mais un travail d'équipe. Il est donc légitime de se demander

pourquoi seule une catégorie est récompensée pendant que les autres, pourtant tout aussi indispensables, sont ignorées.

Plus inquiétant encore, cette décision risque de fragiliser davantage le système de santé, déjà confronté à un manque criant de personnel dans les structures de soins. Accorder une prime aux uns, en laissant les autres s'épuiser sans reconnaissance, n'est-ce pas là un dangereux précédent ? Un paradoxe, en tout cas, que l'on ne peut balayer d'un revers de main.

Il ne s'agit pas ici de minimiser

les efforts des médecins, mais d'alerter sur les dérives possibles du favoritisme institutionnalisé d'une façon générale. Derrière cette mesure on peut se poser d'autres questions, entre autres l'application cohérente de la politique salariale, le dégel des annales... Autant de questions restées sans réponse pour nous.

Ce type de gestion rappelle de sombres souvenirs. A une époque pas si lointaine, des régimes ont érigé la division en mode de gestion, divise et impera, disaient les colons, pour mieux régner. Faut-il vraiment reproduire ce schéma dans notre administration moderne ?

Du planton au directeur général, chacun joue un rôle dans le bon fonctionnement d'un service ou d'une institution. Tous contribuent, chacun à sa manière, à l'atteinte des résultats. Dans la diversité des métiers, il ne s'agit pas de revendiquer une égalité parfaite, mais une reconnaissance équitable. Parfois, un simple geste d'attention suffit à raviver l'engagement. Après tout, chaque enfant a besoin de sentir qu'il est aimé par son parent.

Alors qu'un sentiment de satisfaction semble gagner certains médecins, le reste du personnel soignant

PUBLIREPORTAGE

4 façons de célébrer la Journée de l'Afrique sans quitter la maison

Le 25 mai est commémoré comme la Journée de l'Afrique, une fête de l'unité, de la liberté et du patrimoine. Ce jour-là, la musique folklorique résonnera dans les rues, les drapeaux seront hissés et des millions d'Africains se souviendront fièrement du chemin parcouru par le continent.

Avec la société de paris de portée mondiale 1xBet, vous pouvez ressentir l'atmosphère des réjouissances sans quitter votre canapé. Nous vous expliquerons comment fêter la Journée de l'Afrique à la maison.

Passez le test « Afrique en Vous » et découvrez quel type d'expert vous êtes sur le continent

Qui sait, peut-être y a-t-il plus d'Afrique en vous que vous ne le pensez ? Testez vos connaissances et réveillez le lion de la savane qui sommeille en vous ! Le quiz vous aidera à en apprendre davantage sur la culture, l'histoire et les traditions d'un continent dont on a de quoi être fier. Répondez aux questions, ressentez la connexion spirituelle et à la fin, vous bénéficierez d'un bonus de 1xBet !

Organisez une mini-soirée cinéma

Du pop-corn à la main et Wakanda Forever dans votre cœur : quoi de mieux que de regarder le film « Black Panther » ? Il contient de nombreuses références aux cultures

africaines, des costumes aux rituels. C'est une excellente façon de combiner détente et apprentissage de l'Afrique et de ses traditions.

Pariez sur le sport

Cette journée est une fête non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour tous les passionnés de sport - le 25 mai, on verra avoir lieu le Grand Prix de Monaco, le début de Roland Garros et le match Chelsea vs Nottingham Forest pour une place en Ligue des champions. 1xBet partage l'amour africain pour le sport et propose une pléthore de promotions lucratives, notamment un bonus de bienvenue de 200 % jusqu'à 1 100 000 BIF. Inscrivez-vous sur la plateforme du bookmaker fiable et commencez à gagner dès aujourd'hui !

Faites une visite virtuelle des musées d'Afrique

Vous serez surpris de voir combien de choses intéressantes vous pouvez trouver en ligne : des masques, des instruments musicaux et des œuvres d'art uniques. Tout cela vous permettra de capturer l'esprit du continent et de vous immerger pleinement dans le patrimoine unique de l'Afrique. Il est fort possible que vous trouviez ici la réponse à l'une des questions du test « Afrique en Vous ».

Où que vous soyez, l'esprit de l'Afrique est toujours à vos côtés. Même à la maison, cette journée peut être vécue avec bénéfice, joie et fierté pour le continent. Sentez-vous une partie prenante d'une grande histoire, et 1xBet vous aidera à vous recharger d'émotions vives !

Utilisez le code promo - BURUNDI25X - et recevez des bonus de bienvenue lors de votre inscription.

BurundiEco
Media - Part - Web

Rohero I, Avenue de la Révolution,
n°8
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

**Directeur de publication et
Rédacteur en chef :**
Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:
Mélance Maniragaba

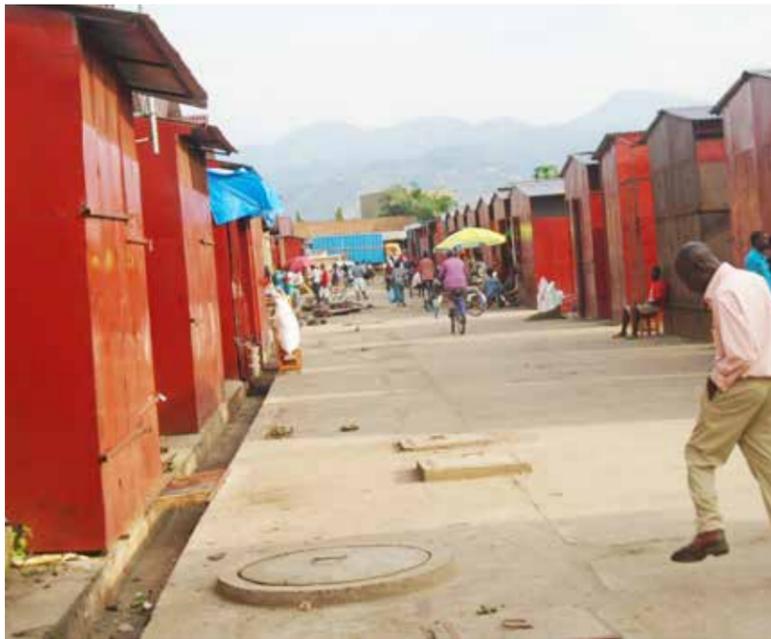
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 30 Mai 2025		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2915	2962
Euro	3307	3361
Shi. Kenyan	22,5728	22,9369
Shi. Tanzanien	1,0868	1,1043
Shi. Ougandais	0,8020	0,8149
Fr Rwandais	2,0613	2,0945

Loyers dans les marchés publics

Gare à celui qui manque ne fût-ce qu'une preuve

L'existence d'un contrat signé entre le locataire et l'Office Burundais des Recettes (OBR), les quittances de paiement des arriérés depuis juillet 2023 jusqu'au mois de mars 2024 et les preuves de paiement via Enoti depuis avril 2024 à nos jours sont les documents que le contribuable doit absolument disposer lors du recouvrement des loyers dans les marchés publics en cours. Pour certains contribuables, exiger un document papier datant de 2023 en 2025 est excessif, d'autant plus que ces papiers peuvent facilement être endommagés. Ils suggèrent la mise en place d'un recouvrement systématique ou la digitalisation de ce service.



Certains locataires suggèrent une vérification systématique des paiements.

Dans un communiqué publié le 26 mai 2025, l'OBR a informé tous les locataires des stands ou des échoppes dans les marchés publics qu'il procède au recouvrement des loyers de ceux-ci. Lors de cette opération, il sera question de vérification de l'existence d'un contrat signé entre l'OBR et le locataire, des quittances de paiement des arriérés

depuis juillet 2023 jusqu'à mars 2024 et des preuves de paiement via enoti depuis avril 2024 à nos jours. Dans ce même communiqué, l'OBR précise que le bordereau de paiement n'est pas accepté comme preuve et que l'absence d'un de ces

documents entraînera la fermeture du stand jusqu'à la régularisation.

Un commerçant du marché de Ruvumera avec qui nous nous sommes entretenus le 28 mai 2025 a affirmé qu'il s'y attendait. Les

agents de l'OBR n'étaient pas encore passés vérifier ses documents, mais il disait être prêt à les recevoir. « Moi, je dispose de tous ces documents. Je les considère comme les papiers d'une parcelle et je les garde jalousement, que ce soient les factures ou les bordereaux, car je sais qu'à tout moment, les agents de l'OBR peuvent venir les vérifier », explique Eric Niyonkuru, marchand au marché de Ruvumera.

Et si on modernisait ce service ?

Pour certains de ses collègues, il est incompréhensible que des documents de 2023 soient exigés en 2025. Innocent Bizindavyi estime que l'OBR devrait faciliter la tâche aux contribuables. « Heureusement que je possède encore ces papiers, mais je sais qu'il peut y avoir des cas où ils disparaissent ou soient endommagés par les rats ou subissent une autre forme d'accident qui n'est pas forcément lié à la négligence. Ce serait dommage de voir son stand fermé par l'OBR en 2025 à cause d'un accident survenu à un papier datant de 2023 », regrette-t-il. Il suggère une vérification systématique des paiements. « Il faudrait que cette vérification soit faite après chaque paiement. Sinon

il y aura toujours des locataires qui seront sanctionnés injustement », estime-t-il.

S'exprimant sur ces inquiétudes, Stany Ngendakumana, Directeur de la Communication et des Services aux Contribuables à l'OBR, compare les pièces justificatives données par l'OBR à de l'argent. « Les contribuables doivent faire attention et garder jalousement ces documents autant qu'ils le font pour leur argent », insiste-t-il.

Cette exigence de documents physiques n'est pas la méthode la plus efficace de recouvrer les loyers. A part que certains commerçants, bien qu'ayant payé, pourraient être sanctionnés injustement faute de justificatifs, ce système n'est pas non plus efficace en termes de rapidité, car l'OBR doit vérifier manuellement chaque reçu. Ce qui ralentit le processus.

Rappelons que le gouvernement du Burundi a entrepris un vaste chantier de digitalisation de ses services, avec pour objectif d'accélérer la croissance économique afin d'atteindre les objectifs de développement durable.

Florence Inyabuntu

SANTE

Secteur de la santé : Quand le père favorise ses enfants

Le Syndicat National des Travailleurs de la Santé (SNTS) dénonce une iniquité dans l'octroi des primes de stabilisation, accordées exclusivement aux médecins, alors que le secteur de la santé repose sur un travail d'équipe. Le syndicat réclame une justice sociale par le dialogue et demande des mutations équitables, indépendamment des relations personnelles



Marie Bukuru, présidente du SNTS : « Nous voulons une répartition équitable de l'indemnité de stabilisation à tout le personnel ».

Selon Marie Bukuru, présidente du SNTS, le personnel infirmier est confronté à de lourdes difficultés économiques et sociales. Elle rappelle que ces professionnels sont des citoyens comme les autres, affectés par un coût de la vie élevé alors que les salaires restent insuffisants.

« Ils mènent une vie critique qui ne permet pas de travailler dignement ni de vivre en famille dans des conditions de santé acceptables », souligne-t-elle avant d'ajouter qu'on s'attend à un salaire permettant de couvrir les besoins essentiels ; bien se nourrir, scolariser ses enfants, assurer leur santé, épargner et investir pour améliorer durablement ses conditions de vie.

Epanouissement du personnel : un droit souvent négligé

Mme Bukuru insiste aussi sur le besoin d'épanouissement personnel, au-delà du travail.

« Il ne s'agit pas seulement de rentrer à la maison après le travail. Il faut pouvoir se reposer, se consacrer à sa famille, participer à des activités de loisir ou de sport. Mais tout cela dépend des revenus familiaux. Avec un salaire bas, on ne peut subvenir qu'à quelques besoins fondamentaux, et les

activités sociales deviennent hors de portée ».

Elle signale qu'il est difficile de faire du sport avec un ventre vide, car cela demande souvent des frais d'adhésion.

Une profession mal comprise et peu reconnue

La présidente du SNTS déplore que le secteur de la santé soit considéré comme une profession délicate mais mal reconnue.

« En 2009, une loi avait été adoptée à la suite d'accords syndicaux. Aujourd'hui, elle a été abrogée unilatéralement sans consultation. Nous avons épuisé tous les recours administratifs, jusqu'au Parlement et au Sénat, sans succès. »

Elle critique le manque de

concertation et déplore les conséquences de cette suppression.

« Les agents de santé travaillent souvent de nuit, en gardes, au service des urgences. Leur retirer les avantages sans les consulter impacte lourdement leur motivation », fait-elle remarquer.

Selon Mme Bukuru, les prestations de santé sont désormais réduites pour le personnel soignant à l'essentiel. « Quand vous allez à la mutuelle, vous ne recevez presque rien. Oui, certains examens sont pris en charge, mais les plus coûteux ne le sont pas, surtout dans le privé. L'employeur semble ne pas reconnaître la pression et la complexité du métier », déplore-t-elle avant de notifier que les personnels soignants sont traités comme des employés ordinaires, sans tenir compte des spécificités de leurs conditions de travail.

Des indemnités de fin de carrière toujours suspendues

Mme Bukuru souligne aussi la suspension des indemnités de fin de carrière.

« Ceux qui préparaient leur retraite pouvaient épargner via les fonds de pension. Maintenant que les annales sont bloquées, les épargnes ont perdu leur valeur. »

Elle précise que l'indemnité de risque professionnel et la stabilisation étaient calculées sur base des annales. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

« Depuis 2020, les retraités n'ont pas touché leur indemnité de fin de carrière. Pire encore, l'âge de la retraite est passé de 65 à 60 ans pour le personnel de la santé et de l'enseignement ayant les statuts spéciaux. Beaucoup sont partis sans préparation, avec des crédits non couverts. L'Etat n'a pas négocié de solution avec les banques », fait-elle savoir.

Mme Bukuru insiste sur le fait que toute décision unilatérale devrait être accompagnée de mesures sociales, comme cela se fait ailleurs.

Une promesse de pension non tenue

Autre déception ; la pension promise, censée être équivalente au dernier salaire, n'a pas été respectée.

« Cela a des répercussions psychologiques. Une pension équivalente au salaire aurait permis de rembourser les crédits ou d'en étaler les paiements », dit-elle.

Elle appelle à un retour à la table des négociations. « L'Etat devait concilier ses réformes avec les réalités du terrain. Passer des nuits blanches au chevet des malades

mérite une reconnaissance », rappelle-t-elle.

Des médecins privilégiés, une équipe oubliée

Mme Bukuru s'interroge, comment un médecin peut-il bien travailler aux côtés d'un infirmier frustré ? Ce dernier n'a aucune prime alors qu'il assiste aux opérations. Pourquoi lui accorder une prime d'un million de FBu par mois et rien aux autres membres de l'équipe ?

Elle regrette que les avantages ne soient accordés qu'aux médecins, alors que le travail est collectif.

« Nous ne réclamons pas les mêmes indemnités que les médecins, mais une répartition équitable selon les catégories professionnelles », précise-t-elle.

Mutations et indemnités d'éloignement pour tous

Elle aborde aussi la question des mutations et des conditions de travail loin des familles.

« Les médecins peuvent se déplacer facilement pour voir leur famille, car pas mal d'entre eux ont des facilités de se déplacer. Ce n'est pas le cas pour les infirmiers. Nous demandons une indemnité d'éloignement », signale-t-elle.

Elle critique les mutations disciplinaires non négocié et les refus de mutation basés sur les relations personnelles plutôt que sur des critères objectifs.

Mme Bukuru appelle enfin les soignants à garder courage et à ne pas faire payer aux patients les conséquences des injustices subies, à garder l'éthique et la déontologie et à revendiquer leurs droits.

Mélance Maniragaba

Flambeau du Centre s'est offert la Coupe du Président dans une ambiance survoltée

A Gitega, le 24 mai 2025 est une journée inoubliable pour les amateurs du ballon rond. Au cœur de la capitale politique, le stade Ingoma a vibré ce samedi au rythme de la finale de la Coupe du Président. Dans une ambiance enfiévrée, deux grands noms du football local en l'occurrence Musongati FC et Flambeau du Centre, se sont livrés un duel intense marqué par la passion, la tension et, au bout du compte, un vainqueur s'est démarqué : Flambeau du Centre. Ainsi, ce dernier décroche pour la toute première fois ce prestigieux trophée en s'imposant sur le score d'un but à zéro.



Lors du derby de Gitega, la chance a souri au Flambeau du Centre, qui a remporté la Coupe du Président pour la première fois de son histoire.

Le stade Ingoma était plein à craquer. Grâce à une initiative du président d'honneur de la Fédération de football du Burundi, Révérien Ndikuriyo, l'entrée avait été rendue gratuite. Résultat : des gradins noirs de monde, des chants et des tambours, des vuvuzelas endiablées. L'ambiance était électrique, le public, survolté, n'attendait qu'une étincelle pour faire exploser sa ferveur.

Sur le terrain, dès les premiers instants, les deux équipes ont montré qu'elles n'étaient pas venues pour faire de la figuration. Le trophée était à portée de main et chacun voulait l'ajouter à son palmarès. La première mi-temps a été à la fois tendue et stratégique. Pas de but, mais une vraie bataille de milieux de terrain, où chaque ballon était disputé avec ardeur.

Il a fallu attendre la 77e minute pour que le destin bascule. Sur une action bien construite côté droit, un centre millimétré atterrit au second poteau. Fiston Likau Kitoko surgit, s'élève plus haut que tout le monde et renvoie le ballon de la tête au fond des filets. Le gardien de Musongati, Daniel Hakizimana, n'a rien pu faire contre cette action fulgurante. Le stade s'embrase. Les supporters de Flambeau du Centre exultent, conscients qu'ils viennent peut-être de vivre un moment historique. Et ils ne s'y sont pas trompés. Malgré une fin de match haletante et les efforts désespérés de Musongati

pour revenir au score, la défense de Flambeau du Centre est restée solide, rigoureuse, impénétrable. Le coup de sifflet final a libéré les joueurs, les entraîneurs et les fans : Flambeau du Centre est champion et ce n'est pas démerité.

Le club champion empoche 15 millions de BIF

Présent au stade, le chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye a lui-même remis les trophées aux finalistes. Flambeau du Centre est reparti

avec la coupe, des médailles et une enveloppe de 15 millions de BIF. Musongati, malheureux finaliste, a reçu une enveloppe de 10 millions de BIF. Bumamuru et Vital'O, respectivement troisième et quatrième, ont également été récompensés à hauteur de 5 millions de BIF chacun.

Mais au-delà des chiffres, c'est bien l'émotion qui dominait. Pour Flambeau du Centre, ce titre n'est pas seulement une victoire sur le terrain. C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, une revanche sur l'histoire, une

promesse d'avenir. C'est aussi un symbole fort pour toute une région et un message clair : le football burundais est vivant, vibrant, et capable d'écrire de belles histoires.

Ce sacre récompense un parcours sans faute dans la compétition, ponctué notamment par l'élimination du grand Bumamuru en demi-finale. Musongati, de son côté, avait sorti Vital'O dans un autre choc de titans. Mais ce samedi, le sort a choisi son camp : Flambeau du Centre.

Gilbert Nkurunziza

AGRICULTURE

Une enveloppe de 152 millions USD pour moderniser l'agriculture

152 millions USD est le montant destiné à la composante burundaise du Projet intégré de développement Burundi-Rwanda (BRIDEP). Ce projet vise à favoriser l'intégration régionale en améliorant la production agricole, les liaisons de transport transfrontalières et la facilitation des échanges.

« L'agriculture est le cœur battant de l'économie burundaise. Et lorsqu'elle est structurée, soutenue et modernisée, elle devient un puissant levier de transformation », a indiqué Pascal Yembiline, responsable pays de la Banque africaine de développement au Burundi. C'était lors du lancement officiel de la composante burundaise du BRIDEP mardi le 20 mai 2025, à Bujumbura.

Ce projet vise à augmenter la productivité des chaînes de valeur agricoles prioritaires qui sont le maïs, le riz, le porc et la volaille en appliquant à plus grande échelle des technologies agricoles climato-intelligentes. Il a aussi pour ambition de promouvoir l'agro-industrialisation et la création d'emplois dans les chaînes de valeur ciblées, mais aussi de combler les chaînons manquants et les liaisons du dernier kilomètre, favorisant ainsi l'intégration régionale et le commerce. Il permettra également de réduire les coûts de déplacement et de renforcer la sécurité routière. La mise en œuvre de ce projet durera six ans, de 2024 à 2029.



Le développement économique du pays est tributaire du développement du secteur agricole.

Quel gain pour le pays ?

Ce projet sera déployé dans neuf provinces « à fort potentiel agro-économique » de Kirundo à Cibitoke en passant par Gitega, Muyinga et Kayanza. Il prévoit l'exploitation de 24 000 hectares de terres, avec des semences améliorées et des techniques agricoles adaptées au climat qui seront mises à la disposition des producteurs. Il prévoit également la réhabilitation de 6 000 hectares de marais et 18 000 hectares de bassins versants. « Cette transformation du territoire sera appuyée par une révolution

numérique: la géolocalisation de 120 000 ménages leur donnera accès à une plateforme digitale centralisant intrants, financements et débouchés », lit-on sur le site de la BAD.

Il y aura aussi 40 centres d'élevage privés qui vont relancer des souches performantes de porcs et de volailles. Enfin, les infrastructures stratégiques du projet comprennent la construction du tout premier poste frontalier à guichet unique à Akanyaru Haut pour favoriser la fluidité commerciale et l'intégration régionale. Ce projet prévoit aussi la création de deux agropoles pilotes à

Cibitoke et Karusi.

« En valorisant notre potentiel irrigable, en dynamisant l'agro-industrialisation et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, en renforçant la résilience face aux changements climatiques et en favorisant l'intégration régionale à travers des infrastructures modernes, nous ouvrons la voie à une transformation profonde de notre agriculture », a déclaré Diomède Ndayirukiye, secrétaire permanent au ministère burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.

L'agriculture, un secteur à rentabiliser

Selon le Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage au Burundi (RGPHAE), 85,7 % des ménages ordinaires au Burundi sont des ménages agricoles. Ce qui montre à quel point le développement économique du pays est tributaire du développement du secteur agricole.

L'objectif 3 de la Vision Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 stipule qu'en tant que principale source de revenu et base de subsistance de la plupart des ménages, l'agriculture mérite une attention particulière et des investissements importants, aussi bien au niveau de l'outillage mécanique qu'à celui de la main-d'œuvre, pour moderniser et augmenter la productivité et les rendements du secteur agricole. Il faut impulser les liens d'emboîtement entre les secteurs agricole et industriel afin de miser sur la création cumulative des richesses à tous les maillons de la chaîne des valeurs.

« Dans la perspective d'un Burundi Pays émergent, des efforts sont à consentir au profit des projets de développement pour soutenir une agriculture qui contribue à la sécurité alimentaire en amont par la production des aliments, et en aval par la création des richesses en termes de revenus aux agriculteurs », selon cette même vision.

Florence Inyabuntu

Nyeshenza, bastion de la bière de banane « urugombo » au Burundi

Le marché de Nyeshenza, en commune Mugina de la province de Cibitoke, s'anime autour d'un produit emblématique : la bière de banane dite « urugombo ». Pilier de l'économie locale, cette boisson artisanale mobilise une chaîne d'acteurs allant des producteurs aux transporteurs, en passant par les revendeurs urbains. Mais derrière son succès apparent, la filière fait face à de nombreux défis, entre autres les déséquilibres commerciaux, la raréfaction des ressources et l'absence de reconnaissance institutionnelle. Reportage.



La bière de banane, localement appelée urugombo, est acheminée jusqu'au marché de Nyeshenza par des moyens traditionnels, principalement portée sur la tête ou transportée à vélo.

Il est 11 heures passées un certain vendredi de mai 2025 lorsque nous franchissons les abords poussiéreux du marché de Nyeshenza, en commune de Mugina de la province de Cibitoke. Sous un soleil accablant et dans une ambiance à la fois rythmée et bonne humeur, l'activité commerciale bat son plein. Des hommes et des femmes, parfois en couples, circulent entre les étals de fortune, traînant ou portant des bidons généralement jaunâtres de 20 litres sur leurs épaules ou à vélo. Certains viennent tout juste de livrer leur cargaison de bière de banane, tandis que d'autres négocient encore le prix à la crier. Un ballet incessant de mouvements entoure cinq camions Fuso alignés en bordure du marché, fraîchement arrivés de Bujumbura. Ces poids lourds attendent patiemment d'être approvisionnés en milliers de litres de bière, chargés dans d'imposantes cuves plastiques bleues. Le tintement des bidons fraîchement vidés, les éclats de rire, les échanges animés entre acheteurs et vendeurs reflètent une cacophonie vibrante. L'atmosphère révèle d'emblée que, derrière ce tumulte apparent se cache une organisation bien rodée, forgée par des décennies de pratique.

Niché entre les collines verdoyantes et les plantations de bananiers, le marché de Nyeshenza, bien que modeste dans sa configuration physique s'impose comme l'un des principaux carrefours économiques de la région grâce à un produit bien particulier : la bière de banane, appelée « Urugombo » ou encore « Rugombo ». Plus qu'une simple boisson traditionnelle, l'Urugombo incarne ici un véritable moteur de subsistance pour des centaines de familles, une tradition transmise de génération en génération et un pilier du commerce informel local.

Une filière amplement ancrée dans les habitudes locales

La bière de banane occupe une



Les femmes jouent un rôle fondamental dans toute la chaîne de valeur de cette boisson artisanale, depuis la transformation des bananes jusqu'à la commercialisation.

place particulière dans les mœurs rurales du Nord-Ouest du Burundi, surtout dans la commune Mugina. Fabriquée à partir des bananes mûres spécialement sélectionnées et fermentées, elle nécessite un savoir-faire particulier que peu de paysans maîtrisent entièrement. Cette boisson, artisanale par essence, résulte d'un long processus de transformation manuelle, depuis la récolte jusqu'à la mise en bidon. A Nyeshenza, ce savoir-faire se transmet oralement, dans un cadre familial, comme en témoigne Chadrack Nzohabonimana, producteur de cette boisson. « Je suis né dans ce métier », confie-t-il, les mains encore maculées de moût. « Mes parents fabriquaient déjà la bière de banane. J'ai grandi au milieu des bananiers et c'est naturellement que j'ai embrassé cette activité. Aujourd'hui, j'ai 47 ans, et je continue à vivre du vin de banane. »

Nyeshenza, petit hameau entouré de bananeraies, incarne cette ruralité productive où l'agriculture vivrière épouse les contours d'une économie locale vivace. La fabrication de la bière de banane n'est pas qu'une affaire de goût ou de culture. Elle constitue un débouché commercial structurant. Chaque étape de la production fait intervenir des acteurs spécifiques : ouvriers agricoles pour la récolte, femmes ou hommes pour la transformation, jeunes pour le transport. La chaîne, bien qu'informelle, est dense, et ses retombées économiques sont palpables. A titre illustratif, lors de ce jour de marché, Chadrack a écoulé 25 bidons de 20 litres chacun. Vendu à 25 000 francs burundais l'unité. Ce volume représente un chiffre d'affaires de plus de 600 000 BIF. Ce qui n'est pas négligeable pour un producteur rural.

Un marché structuré, mais inégalitaire

Le marché de Nyeshenza n'est pas seulement un lieu de vente de la bière de banane. C'est également

un point de convergence entre les producteurs de la région et les acheteurs venus de la capitale. Ce sont principalement ces derniers qui apportent des camions et des cuves, organisés en coopératives. L'un des plus influents d'entre eux, Gervais Havyarimana, préside la Coopérative des Vendeurs du Vin de Banane (COVVB), une structure regroupant plusieurs dizaines de clients directs des producteurs de cette boisson.

« Nous collaborons directement avec les producteurs. Une fois sur place, nous évaluons la qualité de la bière, puis nous achetons en fonction de la quantité disponible », explique-t-il. Toutefois, malgré cette collaboration apparente, un déséquilibre subsiste dans la chaîne de valeur. Les prix d'achat sont décidés unilatéralement par les clients, sans véritable marge de négociation pour les producteurs qui sont pour la plupart dispersés et non organisés en associations. Certains producteurs se lamentent du fait que les acheteurs arrivent en groupe et fixent les prix collégialement.

Cette concentration du pouvoir entre les mains des clients provoque un déséquilibre structurel qui empêche les producteurs d'obtenir une rémunération équitable. En réalité, le prix de vente ne tient pas compte des coûts réels engagés dans la production, notamment le prix des régimes de bananes pour ceux qui achètent leurs matières premières, les frais de transformation et la main-d'œuvre. Face à cette situation, certains appellent à la création d'une coopérative des producteurs, mais les différences entre les modèles économiques compliquent cette initiative. Certains utilisent leurs propres bananes comme matières premières, d'autres en achètent. Ainsi, l'uniformisation des coûts et des revendications semble difficile à organiser.

Une filière en pleine mutation, entre raréfaction du produit et envolée des prix

Alors que la bière urugombo est de plus en plus prisée, sa production connaît paradoxalement une baisse remarquable. Selon plusieurs acteurs du marché, cette diminution est principalement due à la dégradation des sols, à l'irrégularité des pluies et à une gestion encore rudimentaire des plantations. Le président de la COVVB confirme cette tendance. « Avant, on pouvait trouver très facilement de la bière de banane sur ce marché. Aujourd'hui, la quantité des bidons acheminés au marché a été sensiblement réduite. Cela s'explique notamment par la baisse de la productivité des bananeraies. »

En effet, dans un contexte de changement climatique et d'épuisement des terres arables, les rendements agricoles diminuent. La raréfaction de cette boisson a toutefois eu une conséquence inattendue : l'envolée spectaculaire des prix. Alors qu'un bidon de 20 litres se vendait auparavant entre 3 000 et 6 000 BIF, il peut aujourd'hui atteindre jusqu'à 60 000 BIF, selon la qualité de la bière. Ce phénomène a stimulé l'intérêt économique pour les producteurs, mais il reste insuffisant pour compenser les pertes liées à la baisse de la production.

Pour certains observateurs, cette flambée des prix pourrait annoncer une revalorisation de la filière à condition toutefois que des réformes structurelles soient mises en place. A commencer par l'introduction de nouvelles variétés

des répercussions immédiates. La baisse de la clientèle, notamment à Bujumbura, observée depuis quelques années, inquiète à juste titre les producteurs et ses clients directs. « Moins de consommateurs, c'est moins de ventes. C'est aussi simple que ça », résume Gervais Havyarimana.

Vers une reconnaissance de la filière comme une richesse nationale ?

A Nyeshenza, l'urugombo n'est pas seulement une boisson traditionnelle. C'est aussi un outil de développement local, une source de cohésion sociale, un vecteur d'émancipation économique. Pourtant, cette filière reste largement ignorée par les politiques publiques. Ni soutenue, ni valorisée à sa juste mesure, elle continue à



De Nyeshenza à Bujumbura, la bière est ensuite transportée à l'aide de camions de type Fuso, capables de parcourir de longues distances et de transporter des quantités plus importantes vers la capitale économique.

de bananiers, plus résistantes aux maladies et mieux adaptées aux conditions climatiques actuelles. Ce besoin d'innovation agricole est reconnu par plusieurs acteurs locaux, mais il se heurte à un manque de moyens, de formations et d'accès aux intrants.

Une économie rurale fortement dépendante de l'Urugombo

Le commissaire du marché de Nyeshenza, Emmanuel Majambere, est bien placé pour apprécier l'impact économique de cette activité. Il enregistre les taxes prélevées sur chaque vente et suit de près l'évolution des recettes. « Un vendeur paie 200 BIF par bidon. Lorsqu'il y a affluence, les recettes peuvent atteindre 600 000 BIF le jour du marché. Mais, aujourd'hui, c'est de plus en plus rare. »

Cette variabilité des recettes illustre à quel point l'économie locale est dépendante de cette production. Moins de bière signifie moins de recettes pour la commune, mais aussi moins de revenus pour les familles qui en dépendent. En effet, la filière implique une multitude d'acteurs : producteurs, transformateurs, transporteurs, chargeurs, tenanciers de bars, gestionnaires de camions, sans oublier les petites mains qui trient, lavent, fermentent, filtrent et conditionnent la bière. Chaque litre vendu cache un réseau complexe de tâches et de responsabilités.

Malgré son importance, cette chaîne reste vulnérable. La moindre perturbation, qu'il s'agisse d'une épidémie qui frappe les bananiers, d'une hausse du prix du carburant pour les transporteurs, ... peut avoir

évoluer dans l'ombre, sans plan stratégique national de production et de commercialisation.

Et pourtant, la demande est bien réelle. Dans les quartiers populaires de Bujumbura, l'urugombo reste prisée, tant pour sa saveur unique que pour son accessibilité. Des bars spécialisés en proposent à leurs clients, souvent issus de milieux modestes. Mais sans encadrement réglementaire ni investissement dans la qualité, le secteur peine à franchir le cap de la professionnalisation. Une bouteille d'urugombo (équivalent d'un litre environ) vaut 1 000 BIF à Nyeshenza contre 2500 BIF à Bujumbura.

A ce jour, aucune norme sanitaire officielle ne régit la production. Cela pose des questions sur la qualité et la sécurité de la bière proposée à la vente. Un encadrement plus rigoureux pourrait non seulement sécuriser la filière, mais aussi lui ouvrir de nouveaux débouchés. Certains producteurs évoquent même la possibilité d'exporter un jour l'urugombo vers les diasporas burundaises ou les marchés africains friands de produits artisanaux.

Pour certains observateurs, il faudrait structurer la filière, former les acteurs, améliorer les techniques de fermentation, favoriser la certification et faciliter l'accès au crédit pour moderniser les équipements. Un chantier immense certes, mais qui pourrait transformer le marché poussiéreux de Nyeshenza en pôle agro-industriel majeur.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

